

À quoi sert l'assurance ?



Rôle de l'assurance pour les particuliers, les entreprises et l'économie

L'assurance joue un rôle clé dans l'économie du monde contemporain. Elle fournit aux citoyens et aux entreprises des mécanismes leur permettant de gérer, d'atténuer et de faire face aux risques auxquels ils sont confrontés. Qu'il s'agisse de conduire une voiture, de créer une entreprise, d'acheter une maison ou de prendre sa retraite, l'assurance apporte la tranquillité d'esprit, contribuant non seulement à sécuriser ces activités, mais aussi, très souvent, à les rendre possibles. C'est pourquoi les assureurs jouent un rôle déterminant pour relever certains des plus grands défis actuels et futurs de l'Europe; qu'il s'agisse des effets du changement climatique, du vieillissement de la population ou encore de la nécessité d'engager des investissements massifs pour son avenir.



Protéger financièrement les particuliers et les entreprises

En Europe, les assureurs versent 2,8 milliards d'euros par jour, soit 1 010 milliards d'euros par an, au titre des sinistres et des prestations, **contribuant à une réparation rapide des dommages**. Cette protection financière que les assureurs offrent aux citoyens et aux entreprises atténue leurs préjudices et se révèle ainsi déterminante pour soutenir toutes les activités de la vie quotidienne, assurer la prospérité et la croissance économique.



Réduire et atténuer les risques

Les assureurs disposent des connaissances et de l'expertise nécessaires en matière de gestion des risques, ce qui leur permet d'**accompagner les particuliers, mais aussi les professionnels et le secteur public, dans leur gestion des risques (climatiques, cybers et autres...) afin d'améliorer leur résilience**. Prenons par exemple le cas du secteur du bâtiment : les assureurs sont en mesure de fournir des conseils pertinents en matière de planification du foncier et de normes de sécurité, en introduisant également des Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) mais aussi en faisant en sorte que l'argent versé à la suite des dommages serve à promouvoir une reconstruction plus efficace.

Aider les citoyens à épargner pour leur retraite et leur avenir

Les produits d'investissement fondés sur l'assurance (IBIPs pour *Insurance-based investment products*) représentent la plus grande partie (70 %) des investissements de détail en Europe. Ce sont les seuls produits financiers **permettant à chacun d'investir en vue de préparer sa retraite, tout en offrant une protection supplémentaire au travers de garanties financières** en cas d'hospitalisation, d'incapacité de travail, de chômage ou de décès.

Grâce à la participation aux bénéficiaires et aux produits garantis, les assureurs sont en mesure de répondre aux besoins d'investissement de nombreux petits épargnants et investisseurs dont la confiance n'est pas toujours suffisante pour investir, par crainte de perdre leur argent. En parallèle, grâce aux produits en unités de compte, les assureurs accompagnent également les investisseurs qui sont en mesure de prendre des risques plus importants.

De plus, les IBIPs intègrent le plus souvent du conseil et de l'accompagnement en matière de gestion des investissements. L'un comme l'autre sont proposés aux clients via des canaux de vente spécifiques ou directement par les compagnies d'assurance elles-mêmes.



Stabiliser les marchés

Le modèle d'activité de l'assurance vie oriente naturellement la stratégie d'investissement des assureurs vers la recherche de performance à long terme. En effet, le montant total des indemnités qu'ils doivent verser est généralement prévisible. Ils ont par ailleurs accès à un flux continu de cotisations, même en période de tensions sur les marchés financiers. Ils jouent donc un rôle **contracyclique et stabilisateur sur ces marchés et sur l'économie**. Les assureurs peuvent ainsi réaliser les investissements à long terme, nécessaires au versement des futures prestations aux clients, sans risquer de se trouver exposés au risque de « vente forcée » en cas de chute des cours des actions ou des obligations lors d'un krach boursier.



Investir pour soutenir la croissance européenne et la transition durable

Avec environ 9 500 milliards d'euros d'actifs sous gestion et un modèle d'activité qui rend possible les investissements à long terme, le secteur de l'assurance est l'un des plus grands investisseurs institutionnels dans l'Union européenne (UE). Il contribue de façon majeure à la croissance de l'économie européenne et **soutient sa transition vers un modèle neutre en termes d'émissions de gaz à effet de serre**. En outre, en proposant des IBIPs ayant des critères de durabilité, les assureurs permettent aux citoyens de contribuer à la transition vers une économie plus durable en investissant leur épargne en fonction de leurs préférences environnementales.



Contribuer au *leadership* mondial et à l'autonomie financière de l'Europe

Du fait de son implantation significative en Europe, le secteur de l'assurance contribue à l'autonomie financière du continent. Sur le plan international, avec environ un tiers de tous les groupes d'assurance internationaux installés en Europe et la moitié des dix plus grands assureurs basés sur le continent, **le secteur contribue de manière significative au *leadership* mondial et à la compétitivité de l'Europe**.

Priorités et recommandations pour l'Europe

Afin de garantir la prospérité, la résilience, l'autonomie et la compétitivité de l'Europe face aux défis climatiques, technologiques, démographiques et aux autres enjeux contemporains, il est essentiel d'affronter les problématiques décrites ci-dessous.

Le secteur européen de l'assurance aide déjà les citoyens, les entreprises et l'économie au sens large à relever ces défis en leur fournissant une protection financière, en offrant des conseils en matière de réduction des risques et en investissant massivement dans l'économie. Les assureurs européens sont également disposés à collaborer plus étroitement avec les autorités et institutions européennes pour :

1

**Comblé
les lacunes
en matière de
protection :**

*climat, retraite,
santé, cyber*

2

**Atténuer le
changement
climatique et
adapter la
société**

3

**Accroître
l'investissement
privé**

*dans l'économie
de l'UE*

4

**Bâtir une nouvelle
approche de
la réglementation**

*qui facilite l'innovation,
la compétitivité mondiale et
la transition numérique*

Priorités et recommandations pour l'Europe

1 Comblen les lacunes en matière de protection

Défi – Le déficit de protection au niveau mondial est estimé à 2 800 milliards de dollars par an, avec de nombreuses conséquences pour les particuliers. Par exemple, les dommages causés par les catastrophes naturelles augmentent plus rapidement en Europe que dans les autres régions du monde, alors que seulement 25 % des dommages sont couverts par l'assurance.

Priorité – Il est essentiel de réduire les écarts de protection en matière de risque climatique et cyber, de retraites et de santé afin de garantir la résilience et la prospérité des citoyens et des entreprises européennes, aujourd'hui et à l'avenir. Cela nécessite des actions et une collaboration de la part de l'industrie et des décideurs politiques afin de créer des environnements dans lesquels les risques peuvent être atténués, gérés et assurés à des prix abordables.

Propositions

- **Sensibiliser aux risques et à la nécessité de s'assurer et d'épargner** en :
 - fournissant des conseils sur la réduction des risques et en encourageant la souscription d'une assurance adaptée ainsi que l'épargne et l'investissement personnels par le biais, par exemple, d'incitations fiscales et de campagnes de sensibilisation ;
 - promouvant les bilans de santé de routine et les mesures préventives ;
 - favorisant les bonnes pratiques en matière de cybersécurité pour réduire l'exposition aux risques.
- **Promouvoir les partenariats public-privé dans les cas où les risques ne sont pas assurables par le seul secteur privé.**
- **Encourager les États membres à ne pas appliquer de taxes aux cotisations d'assurance, car cela peut affecter l'accès à la couverture.**
- **Veiller à ce que les assureurs puissent accéder aux données et les utiliser.** Il s'agit notamment d'aider les clients à consentir au partage des données issues de leurs véhicules, de leurs applications de santé et de leurs appareils personnels. Sans données, les assureurs ne peuvent pas fournir de couverture et des données limitées se traduisent par des cotisations plus élevées. Les données sont essentielles dans tous les domaines de l'assurance pour l'analyse, la tarification, mais aussi pour la détection et la prévention des risques, sans oublier l'innovation ou encore la lutte contre la fraude.
- **Veiller à ce que les assureurs puissent fixer le prix de leurs produits en fonction du risque réel,** car cela leur permet de continuer à offrir une couverture fiable tout en promouvant la prévention des risques, par exemple en matière d'adaptation au changement climatique. En effet, la tarification basée sur le risque aide les clients à mieux comprendre les coûts réels **associés à certains choix, tels que la construction d'un bâtiment dans une zone inondable, et encourage des choix plus éclairés et durables.**
- **Créer un « centre d'expertise en matière d'assurance » au sein de la Commission européenne.** Ce centre veillerait à ce que de nouvelles initiatives n'aient pas pour conséquence de remettre en cause le modèle d'activité du secteur. Il pourrait également soutenir l'élaboration et l'utilisation de normes et de lignes directrices pour atténuer les risques et, ainsi, contribuer à accroître la résilience des citoyens et des entreprises.

2 Atténuer le changement climatique et adapter la société

Défi – Il est impératif de réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Pour autant, si cela permet de ralentir le réchauffement de la planète, cela ne l'arrêtera pas. Notre planète va donc endurer des conditions météorologiques de plus en plus extrêmes, ce qui entraînera toute une série de conséquences dramatiques.

Priorité – Afin de limiter l'ampleur du changement climatique, il est essentiel de continuer à se concentrer sur la transition «zéro émission nette». Toutefois, pour aider les personnes et les entreprises à faire face au changement déjà en cours, il est fondamental que les gouvernements proposent des progrès concrets en matière d'adaptation et de résilience.

Propositions

- **Favoriser l'adoption accélérée de mesures adéquates d'adaptation au dérèglement du climat à tous les niveaux, du citoyen à la municipalité et à l'État.** Il s'agit notamment, mais pas exclusivement, de veiller à ce que les contrôles de l'utilisation des sols et les codes de construction soient strictement appliqués, ou encore d'investir dans les infrastructures nécessaires.
- **Encourager la délivrance d'informations détaillées sur l'exposition aux risques des bâtiments, aux acheteurs et aux locataires** afin de les sensibiliser et d'influer sur leur prise de décision.
- **Mettre l'accent sur la transition et son financement, en plus des activités déjà vertes.** Cela inclut d'améliorer la taxonomie de l'UE et d'autres rapports liés au développement durable afin qu'ils produisent les effets attendus et soient aussi efficaces que possible.
- **Limiter les nouvelles exigences en matière de rapports et de réglementation à ce qui est absolument nécessaire,** en se concentrant davantage sur la mise en œuvre, le fonctionnement et la disponibilité des rapports déjà existants sur le développement durable ; ceci par le biais du point d'accès unique électronique (ESAP pour European Single Access Point) aux informations financières et non financières des entités européennes.
- **Créer un « centre d'expertise en assurance » au sein de la Commission européenne jouerait un rôle important.**

3 Accroître l'investissement privé dans l'économie de l'UE

Défi – L'UE a besoin d'investissements massifs pour lutter contre le changement climatique, accroître sa sécurité, financer la croissance et parvenir à l'autonomie, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation et des technologies. On estime qu'à elle seule la transition écologique nécessite au moins 620 milliards d'euros par an.

Priorité – Pour répondre à ces besoins, tout en contribuant à augmenter les revenus des personnes retraitées, il est essentiel d'accroître l'investissement de détail, notamment par le biais de produits d'assurance, d'épargne et d'épargne retraite, et de diversifier les sources de financement des entreprises de l'UE.

Propositions

- **Faciliter l'investissement des consommateurs dans les produits d'assurance et d'épargne retraite.** Dans le cadre de la *Retail Investment Strategy* (RIS), l'UE devrait simplifier et moderniser le processus d'investissement pour les Européens, en fournissant des informations claires et rationalisées aux clients, en offrant une certaine souplesse dans le choix des modèles de conseil et en garantissant un marché bien supervisé qui maintient des normes d'un standard élevé.
- **Améliorer les règles prudentielles qui constituent des obstacles à l'investissement.** Il est nécessaire de finaliser les détails techniques de niveau 2 de la révision de Solvabilité II, en tenant compte de l'impact sur la réalisation des objectifs de l'Union des marchés des capitaux (CMU pour *Capital Markets Union*). Il s'agit notamment de supprimer les obstacles qui empêchent les assureurs d'offrir des produits à long terme et les garanties que de nombreux clients souhaitent et dont ils ont besoin pour investir, ainsi que d'investir davantage dans des actifs liés à la CMU.
- **Accroître l'accès des assureurs à des actifs tels que le capital-risque, les infrastructures, les capitaux propres et les dettes des PME.** Les fonds peuvent permettre à un large éventail d'assureurs d'investir dans ces catégories d'actifs. Des mesures devraient être prises pour déterminer où et pourquoi ces fonds ont été couronnés de succès et comment leur utilisation peut être élargie. D'autres obstacles à l'investissement transfrontalier devraient également être levés.
- **Promouvoir l'amélioration de l'éducation financière et de l'assurance ainsi que des mécanismes d'incitation (« nudge »).** Par exemple, les tableaux de bord et de suivi des retraites individuelles peuvent inciter les citoyens à investir davantage.

4 Bâtir une nouvelle approche de la réglementation européenne qui facilite l'innovation, la compétitivité mondiale et le passage au numérique

Défi – La réglementation dans l'UE s'est développée de manière exponentielle et elle est devenue plus complexe, créant une charge réglementaire inutilement élevée pour les entreprises européennes, y compris dans le secteur de l'assurance. Ainsi, alors qu'en 2012 il existait douze textes législatifs ayant un impact sur les assureurs, il y en aura bientôt environ soixante-dix. Cette surréglementation entraîne des coûts importants, non seulement pour les entreprises, mais aussi indirectement pour les consommateurs, réduisant l'aptitude à innover et à se développer et nuisant à la compétitivité de l'Europe dans le monde.

Priorité – Garantir un environnement réglementaire au sein de l'UE qui favorise l'innovation, la compétitivité et la croissance.

Propositions

- Respecter l'engagement de **réduire de 25 % la charge de travail liée à la production de rapports.**
- **Changer l'approche en matière de réglementation** en élaborant et en appliquant des principes clairs afin de garantir que la nouvelle réglementation soit aussi efficace et efficiente que possible, par exemple:
 - introduire de nouvelles réglementations uniquement en cas de réelle nécessité;
 - éviter les doublons et les chevauchements au niveau de l'UE et au niveau national;
 - veiller à ce que la réglementation soit favorable à l'assurance et à ce que les règles du jeu soient les mêmes pour tous;
 - procéder à une évaluation d'impact approfondie tenant compte des coûts, des conséquences involontaires et de la compétitivité internationale;
 - adopter une approche progressive et intégrer la proportionnalité;
 - prévoir suffisamment de temps pour la mise en œuvre.

Comment l'assurance fonctionne

L'acquisition d'une police d'assurance, en échange d'une cotisation fixe et abordable, élimine le risque d'un sinistre important au coût insurmontable.

En mutualisant les primes et les sinistres assurés entre différents groupes de clients et/ou au fil du temps, l'impact financier d'un sinistre, éventuellement désastreux pour un assuré, est réparti sur tout le groupe. Dans ce modèle, prévention et atténuation sont essentielles : elles contribuent à maintenir des risques assurables à un prix abordable.

Toutefois, pour que l'assurance fonctionne, les conditions clés suivantes doivent être remplies — sans elles, les risques peuvent devenir inassurables.

Des risques suffisamment nombreux pour un *pool* diversifié

Pour créer un groupe (*pool*) diversifié, il faut suffisamment de clients, de sorte que les coûts puissent être répartis et qu'ainsi, le prix de l'assurance baisse. Si l'on constate, par exemple, trop peu de profils risqués / non risqués au sein du *pool*, l'assurance peut devenir impossible.

Une cotisation juste et abordable pour les clients

Les clients sont en mesure de s'acquitter d'une cotisation seulement si le montant de celle-ci demeure abordable. Lorsque le sinistre est très grave — inondation d'une maison, par exemple — le risque, lui, doit demeurer faible, sinon, les cotisations peuvent être trop élevées.

La tarification basée sur le risque permet de facturer les clients en fonction de leur contribution au risque et de l'importance des sinistres. Si ceux qui ne prennent part que faiblement à l'ensemble des sinistres payent la même chose que ceux qui y contribuent beaucoup, alors il est probable qu'ils cesseront de souscrire une assurance. Pour certains produits, la tarification basée sur le risque peut aussi inciter des clients à éviter des comportements à risque, ce qui améliore les résultats de tout le monde.

La nécessité d'éviter que les clients agissent de manière déloyale les uns envers les autres ou envers l'assureur

Le risque doit demeurer aléatoire : si un sinistre devient certain, cela fera mécaniquement augmenter les risques et donc les coûts pour tous les autres assurés. Les clients ont également intérêt à éviter les réclamations. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les assureurs leur demandent de payer une partie du coût du sinistre (la franchise).

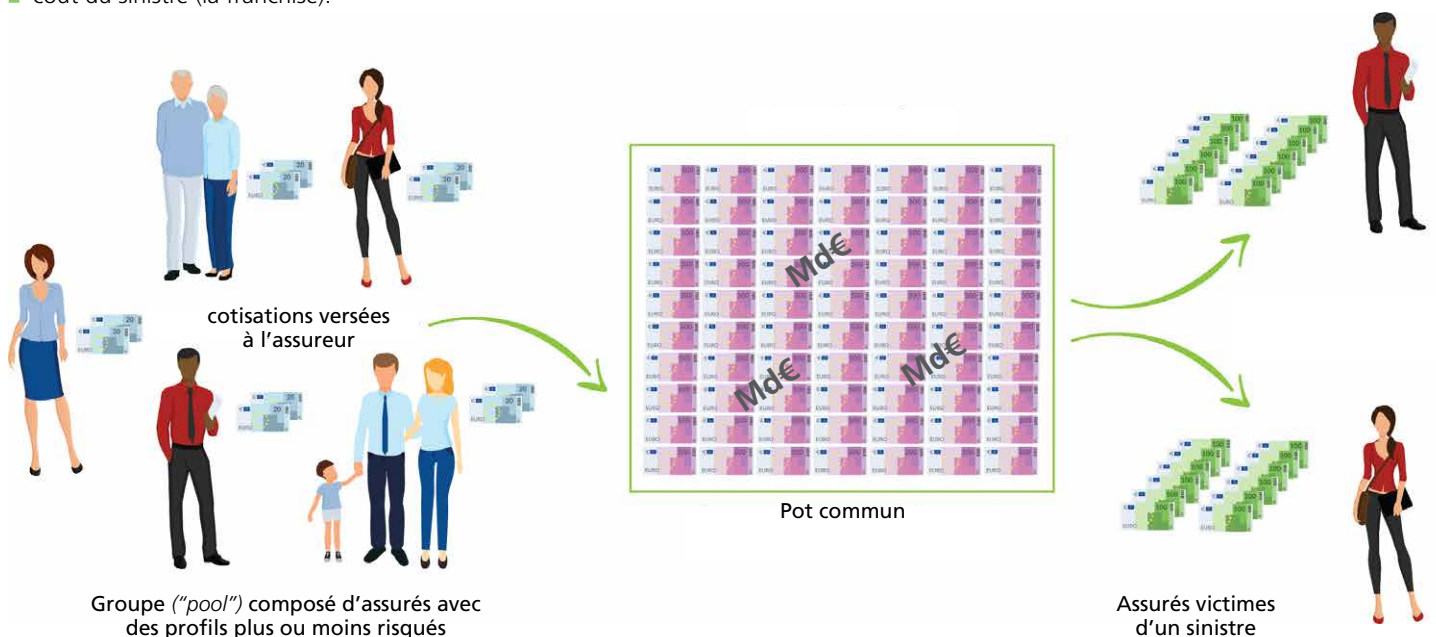
Des données disponibles pour quantifier les risques et calculer le prix

Les données sont essentielles pour fournir des produits d'assurance. Sans elles, il est impossible de concevoir de nouveaux produits, de tarifier les produits existants, d'évaluer les risques et d'élaborer des mesures de prévention. Même si la réglementation est conçue pour éviter d'utiliser certaines données clients, relatives à des décisions de tarification individuelles, ces données restent nécessaires pour évaluer les coûts globaux en matière de risques.

Des cotisations et pertes maximales acceptables pour les assureurs

Pour pouvoir proposer des produits d'assurance, les assureurs doivent être en mesure de facturer des cotisations qui, globalement au moins, couvrent les sinistres futurs, les ventes et les coûts opérationnels.

Les assureurs doivent donc disposer d'une trésorerie importante pour prendre des risques au nom de leurs clients et honorer tous leurs engagements (capital de solvabilité). Le calcul du capital de solvabilité, à son niveau cible minimal, est fondé sur une formule standard incorporant l'ensemble des risques. Cette formule est fixée soit par la réglementation européenne, soit par des modèles internes encore plus sophistiqués, développés par les entreprises d'assurance elles-mêmes. Les assureurs doivent être en mesure d'évaluer l'exposition à des événements d'une ampleur catastrophique. Ils doivent également réaliser des bénéfices suffisants pour rémunérer ceux qui fournissent le capital de solvabilité (généralement les actionnaires).





Insurance Europe est la fédération européenne de l'assurance et de la réassurance. Par l'intermédiaire de ses 37 membres – les associations nationales d'assurance – elle représente tous les types et toutes les tailles d'entreprises d'assurance et de réassurance. Les membres d'Insurance Europe, dont le siège est à Bruxelles, représentent au total environ 95% de l'ensemble des cotisations d'assurance versées en Europe. L'assurance contribue de façon majeure à la croissance et au développement économique sur le continent: chaque année, les assureurs européens versent plus de 1 000 milliards d'euros – soit 2,8 milliards d'euros par jour – en indemnités, emploient directement plus de 920 000 personnes et investissent plus de 10,6 milliards d'euros dans l'économie européenne.

www.insuranceeurope.eu



France Assureurs est le nom d'usage de la Fédération Française de l'Assurance qui rassemble 254 entreprises d'assurance et de réassurance représentant 99 % du marché des entreprises régies par le Code des assurances. L'assurance est au cœur des enjeux de société: à ce titre, France Assureurs a vocation à prendre une part active au débat public. Elle est l'interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics, des administrations et des médias sur les sujets liés à l'assurance, en France et à l'international, qu'il s'agisse des questions de prévention, de protection, d'investissement ou d'emploi. Les données statistiques qu'elle centralise et son expertise lui permettent d'accompagner ses membres dans les évolutions du secteur. France Assureurs s'appuie sur un réseau de correspondants dans l'ensemble des territoires français pour accompagner les élus locaux en cas d'événement de grande ampleur ou pour valoriser les métiers de l'assurance ou encore pour relayer les positions du secteur.

franceassureurs.fr